



Promotion économique

Union des forces autour des cleantechs

Trois organismes d'aide aux entreprises vont collaborer dans un incubateur de technologies vertes

Frédéric Vormus

Les technologies vertes devraient pousser facilement dans le nouvel incubateur prévu par l'Etat. Le projet de loi présenté hier matin aux médias prévoit non pas la création *ex nihilo* d'un organisme de soutien supplémentaire mais le rapprochement de trois structures existantes. Si le Grand Conseil avalise le texte, Financer autrement les entreprises (FAE), la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (Fongit) et l'Office de promotion des industries et des technologies (OPI) pourront immédiatement collaborer au développement des cleantechs à Genève.

Comme l'explique le conseiller d'Etat Pierre-François Unger, à la tête du Département des affaires régionales, de l'économie et de la santé: «Il n'y aura qu'une seule porte, donc ce seront des colocs.» En effet, dès que le Parlement aura accepté le projet de loi, les trois organismes déménageront dans le bâtiment Bluebox, à Plan-les-Ouates. Deux mille mètres carrés seront mis à leur disposition et à celle des entreprises. Cent trente-six employés de futures cleantechs pour-

ront y travailler. Les domaines d'activité privilégiés recouvreront la mobilité urbaine, la gestion des déchets, de l'efficacité énergétique et de l'énergie solaire.

Des charges en baisse

Le rapprochement de ces trois entités doit permettre, selon le communiqué de presse, «de favoriser l'émergence de projets et d'entreprises à fort potentiel, d'accompagner et de financer ceux-ci, sans augmenter les charges de l'Etat».

En regroupant la FAE, la Fongit et l'OPI autour des cleantechs, l'Etat va faire passer son soutien financier de 10,8 millions en 2011 à 8,9 millions en 2015 pour les trois organismes. Les frais de fonctionnement de l'incubateur s'élèveront à 1,8 million pour quatre années. Moins d'un million de francs seront investis dans le déménagement des trois structures de soutien et dans l'installation des futures entreprises dans la Bluebox.

Pas que des start-up

Les sociétés «incubées» ne seront pas exclusivement des start-up mais pourront être des émanations d'entreprises établies souhaitant développer des technologies vertes. Ainsi, le directeur d'ABB Sécheron, Jean-Luc Favre, a présenté un projet-pilote intitulé TOSA. Il s'agit de bornes électriques permettant de recharger les bus aux arrêts. Fruit d'une association, TOSA illustre le type de projet soutenu par le

nouvel incubateur.

Il convient de souligner la volonté de l'Etat de pousser les technologies vertes en leur offrant une structure souple. Néanmoins, une direction tricéphale, l'absence d'une identité propre à la structure et une stratégie peu claire laissent encore une impression brouillonne de l'incubateur vert.

Un pari rentable!

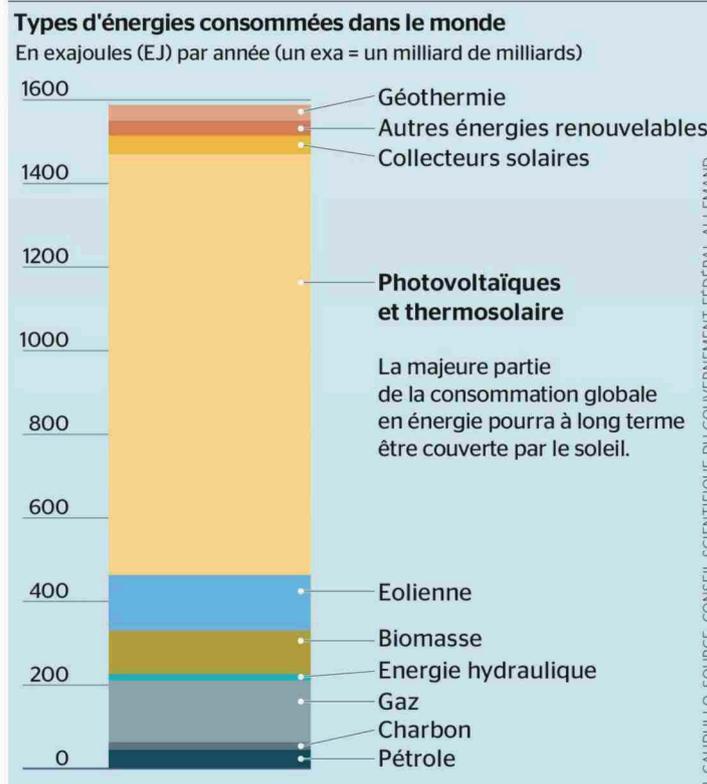
● Investir dans les énergies renouvelables? Un pari rentable! «Notre chiffre d'affaires progresse de 30% par an depuis la fondation de notre société en 2005», indique Andrés Taracido, trader chez PrimeEnergy Cleantech SA.

Employant une quinzaine de collaborateurs, cette entreprise genevoise a inauguré hier soir ses nouveaux bureaux, à la rue de Hesse, de façon festive. Ses spécialistes lèvent des fonds pour le compte de la maison mère, un groupe bâlois, en émettant des obligations.

Entre la Suisse et l'Allemagne, la société rhénane produit pour sa part de l'énergie propre, notamment du photovoltaïque. **P.RK**



Projection de la consommation d'énergie en 2100





Le Temps
1211 Genève 2
022/ 888 58 58
www.letemps.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 44'450
Parution: 6x/semaine

N° de thème: 215.7
N° d'abonnement: 1078728
Page: 19
Surface: 15'402 mm²

Un incubateur genevois sera dédié aux cleantechs

► **Ecologie** Le Conseil d'Etat veut regrouper trois organismes de soutien aux entreprises

Ghislaine Bloch

Quelque 2000 mètres carrés dans l'immeuble Bluebox à Planles-Ouates (GE) seront dédiés aux entreprises et start-up spécialisées dans les technologies propres, en particulier dans les domaines de la mobilité, de la gestion des déchets, de l'efficacité énergétique et de l'énergie solaire. Les locaux, complètement neufs, pourront accueillir jusqu'à 136 places de travail.

Le Conseil d'Etat genevois a également présenté hier un projet de loi visant à fédérer dans cet incubateur trois organismes de soutien déjà existants. Il s'agit de la Fondation d'aide aux entreprises (FAE), de la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (Fongit) et de l'Office de promotion des industries et des technologies (OPI). Pour le Conseil d'Etat, ce regroupement permettra d'abaisser le montant global accordé aux trois acteurs, passant de 10,8 millions de francs en 2011, à 8,9 millions en 2015.

Reste encore à attendre la décision du Grand Conseil, qui devrait normalement statuer d'ici à la fin de l'année. En cas d'adoption du texte, cet incubateur devrait officiellement démarrer ses activités au premier trimestre 2012 et fonctionnera sur un partenariat public-privé. Des prises de participa-

tions dans les start-up seront alors envisagées.

Parmi les futurs projets incubés, seul l'un d'entre eux a été présenté hier à la presse. Il s'agit de TOSA, un concept de bus électrique développé par ABB Sécheron, conjointement avec les Transports publics genevois et le fournisseur d'énergie SIG. «Ce bus fonctionnera sans ligne de contact et se rechargera aux arrêts», a expliqué Jean-Luc Favre, directeur général d'ABB Sécheron. Le projet, qui intéresse d'autres villes à travers le monde, devrait aboutir à un premier démonstrateur en avril 2013.

«Opportunité économique»

«Ce nouvel incubateur comblera le trou noir qui existe entre la recherche fondamentale et la création de richesse», a noté Pierre-François Unger, conseiller d'Etat chargé du Département des affaires régionales, de l'économie et de la santé. Le domaine des technologies propres et des énergies renouvelables emploie actuellement quelque 160'000 personnes en Suisse, soit 4,5% des actifs, et génère entre 3% et 3,5% du PIB. «Les spécialistes tablent sur une croissance annuelle de 3% à 8% d'ici à 2010. Développer ce secteur est non seulement une nécessité écologique. C'est aussi une opportunité économique», a affirmé le conseiller d'Etat.



Les chantres de la cleantech se mobilisent à Lausanne et à Genève



Pierre-François Unger (2e à dr.), hier soir à Genève. O.VOGELSANG

Un professeur vedette de l'EPFL et un conseiller d'Etat genevois rappellent les enjeux liés aux énergies propres

**Frédéric Vormus
Philippe Rodrik**

Les pontes de la cleantech se mobilisent entre le Pays de Vaud et Genève. Christophe Ballif, professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, s'est ainsi déplacé hier soir dans la Cité de Calvin pour participer à l'inauguration des nouveaux bureaux d'une société financière spécialisée dans les investissements «photovoltaïques»: Prime Energy Cleantech SA.

Après quelques bulles de champagne, face à un auditoire complètement acquis, Christophe

Ballif a très vite annoncé la couleur en commençant son allocution: «N'attendez pas que je reste neutre sur l'objet de mes propres recherches!»

L'aventure solaire

Le scientifique s'est néanmoins efforcé de rappeler quelques enseignements offerts par l'histoire. «Le solaire s'avère une aventure, certes. Mais progresse-t-on assez vite dans ce domaine? Thomas Edison évoquait lui-même les enjeux liés à cette question cruciale peu avant sa mort.»

Le chercheur a ensuite démontré toute sa verve. Notamment en dénonçant quelques sarcasmes commis aux dépens du photovoltaïque par la Fédération romande pour l'énergie, organisation engagée entre autres dans la promotion de projets de centrales nucléaires.

La veille, le chef du Département genevois des affaires régio-

«Le solaire s'avère une aventure, certes. Mais progresse-t-on assez vite dans ce domaine? Thomas Edison évoquait lui-même les enjeux liés à cette question cruciale peu avant sa mort»

Christophe Ballif,
professeur à l'EPFL

nales, de l'économie et de la santé, Pierre-François Unger, avait annoncé l'union des forces de trois organismes d'aide aux entreprises. Ils coopéreront désormais au sien d'un incubateur de technologies vertes par l'Etat de

Lausanne

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 37'145
Parution: 6x/semaine



N° de thème: 215.7
N° d'abonnement: 1078728
Page: 12
Surface: 52'866 mm²

Genève.

Le projet de loi présenté hier matin aux médias prévoit non pas la création *ex nihilo* d'un organisme de soutien supplémentaire mais le rapprochement de Financer autrement les entreprises (FAE) avec la Fondation genevoise pour l'innovation technologique (FONGIT) et l'Office de promotion des industries et des technologies (OPI).

Comme l'explique le conseiller d'Etat Pierre-François Unger: «Il n'y aura qu'une seule porte, donc ce seront des colocs.» En effet, dès que le parlement aura accepté le projet de loi, les trois organismes déménageront dans le bâtiment Bluebox à Plan-les-Ouates, dans la banlieue genevoise. 2000 m² seront mis à leur disposition et à celle des entreprises. 136 employés de futures cleantechs pourront y travailler. Les domaines d'activité privilégiés recouvriront

la mobilité urbaine, la gestion des déchets, de l'efficacité énergétique et de l'énergie solaire.

Des charges en baisse

Le rapprochement de ces trois entités doit permettre, selon le communiqué de presse, «de favoriser l'émergence de projets et d'entreprises à fort potentiel, d'accompagner et de financer ceux-ci, sans augmenter les charges de l'Etat».

En regroupant la FAE, la FONGIT et l'OPI autour des cleantechs, l'Etat va faire passer son soutien financier de 10,8 millions en 2011 à 8,9 millions en 2015 pour les trois organismes. Les frais de fonctionnement de l'incubateur s'élèveront à 1,8 million pour quatre années. Moins de 1 million de francs seront investis dans le déménagement des trois structures de soutien et dans l'installation des futures entreprises dans la Bluebox.

Pas que des start-up

Les sociétés «incubées» ne seront pas exclusivement des start-up, mais pourront être des émanations d'entreprises établies souhaitant développer des technologies vertes. Ainsi, le directeur d'ABB Sécheron, Jean-Luc Favre, a présenté un projet pilote intitulé TOSA. Il s'agit de bornes électriques permettant de recharger les bus aux arrêts. Fruit d'une association entre son entreprise, les Transports Publics Genevois et les Services Industriels de Genève, TOSA illustre le type de projet soutenu par le nouvel incubateur.

Il convient de souligner la volonté de l'Etat de pousser les technologies vertes en leur offrant une structure souple. Néanmoins, une direction tricéphale, l'absence d'une identité propre à la structure et une stratégie peu claire laissent encore une impression brouillonne de l'incubateur vert.

Lausanne

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 37'145
Parution: 6x/semaine



N° de thème: 215.7
N° d'abonnement: 1078728
Page: 12
Surface: 52'866 mm²

Projection de la consommation d'énergie en 2100

